

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 51

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2626 - Prix : 1€

**Gilets Jaunes :**  
**L'expression d'une**  
**profonde colère**  
**sociale**

*Page 2*

**Il faut que les**  
**revendications des**  
**travailleurs se fassent**  
**entendre**

*Page 3*

**Assaut des**  
**gendarmes sur des**  
**barrages mardi 27**  
**novembre**

*Page 5*

**Girardin :** la ministre  
experte du bonneteau

*Pages 6 à 9*

**Aux capitalistes**  
**pollueurs de payer**

*Page 10*

**Iran**

**5 700 ouvriers en**  
**grève**

*Page 12*

## Pouvoir d'achat en baisse, salaires bloqués...



# LE MOUVEMENT GILETS JAUNES

## L'expression d'une profonde colère sociale

Depuis le 17 novembre la mobilisation des GJ, démarrée pour exiger l'annulation de la hausse des taxes sur les carburants, a occupé toute l'actualité. En peu de temps, la question de la vie chère est venue au premier plan dans une île où la moitié de la population ne possède pas de voiture. Partout, la cherté de la vie était dénoncée : sur les barrages, mis en place sur toute l'île durant deux semaines, en moyenne une trentaine par jour de l'aube au crépuscule, dans les media en ligne ouverte continue, dans les commerces, sur les lieux de travail. L'économie de l'île s'est en grande partie arrêtée ou a fonctionné au ralenti.

Jour après jour, la population a exprimé très concrètement ce qu'est la vie quand le 20 du mois le frigo est vide, qu'on a du mal à payer la cantine, les transports, mais aussi le sentiment d'injustice devant l'impunité des élites en place, la blessure d'être mal considéré parce qu'on parle créole, la frustration res-



sentie quand on a fait des sacrifices pour éduquer les enfants et qu'ils ne trouvent pas d'emploi, l'offense ressentie quand un poste est attribué à un métropolitain quand la compétence existe sur place, et toute une énumération des injustices dans tous les domaines de la vie sociale.

Les doléances font monter à la surface la réalité de plus de 40 ans de souffrances ignorées par les pouvoirs publics quand elles ne sont pas criées

dans un mouvement de révolte. Comme souvent dans l'histoire un tel mouvement sème un début de panique parmi les couches dirigeantes qui ne savent pas trop ni comment le prendre ni comment le nommer ; la ministre des Outre-mer, arrivée le 28 dans l'île, a choisi le terme le plus neutre en parlant de tsunami social.

## Un mouvement qui rejette les hommes politiques et les syndicats...

Les GJ ont sans cesse exprimé leur rejet des élus, maires, députés, président du conseil régional, tous en ont pris pour leur grade et il faut dire qu'il y a matière. On apprenait le 9 octobre que le président de région, Didier Robert, bénéficiant de son indemnité de 2500 euros et de son indemnité logement de 2300 euros mensuels, venait de s'augmenter de 6 800 euros en tant que président de la SEM Réunion des musées régionaux qui, il y a quelques mois, avait licencié 9 salariés pour cause de difficultés financières. Les affaires économique-judiciaires mettant en cause des élus sont monnaie courante, si on peut dire, à La Réunion. Au fil des décennies, ce qui prévaut dans l'opinion c'est qu'ils bénéficient de l'impunité réservée aux riches et

aux privilégiés, même si quelquefois certains sont épinglés par les tribunaux.

Les syndicats n'étaient pas les bienvenus car les GJ disaient se méfier de la récupération exprimant là aussi un rejet d'institutions établies qui ne les représente pas, qui ne peut pas les défendre, qui n'a pas un bilan positif à leur actif.

Les syndicats, et particulièrement la CGTR, dans les pas de la CGT qui prétextait la main mise de l'extrême droite, ont fait le choix néfaste et dommageable pour le mouvement de ne pas s'y associer.

Très vite mal à l'aise devant les 80 % d'opinions favorables sur le mouvement d'un côté et leur interpellation par des travailleurs et des syndiqués qui passaient sur les bar-

rages même en dehors de leurs heures de travail, les syndicats ont pu prendre le prétexte de l'hostilité des GJ pour rester à l'écart. Ce n'est que le mardi 27 au soir à la veille de l'arrivée de la ministre, alors que les GJ préparaient une journée « île morte » pour le lendemain, que l'intersyndicale appelait « les salariés à se joindre massivement aux manifestations afin d'amplifier la mobilisation et d'exprimer leurs revendications lors de la visite de la ministre de l'Outre-mer ».

Mais c'était bien tard, et durant l'arrivée très médiatisée de la ministre à l'aéroport et son séjour mouvementé, les syndicats sont passés inaperçus.

## ...mais qui attend beaucoup de l'État

Naturellement, à tout seigneur tout honneur, le représentant de l'État, localement le plus haut placé en grade, a été le premier appelé pour arbitrer le conflit portant sur la hausse de la taxe carburant.

Il n'a pas eu grand-chose à faire le président de région, dont dépend cette hausse, ayant rapidement annoncé son gel.

En revanche, il y avait tout le flot de doléances pour lesquelles les GJ voulaient trouver un interlocuteur valable et l'attente s'est focalisée sur la venue de la ministre que beaucoup

estimaient bien tardive. Ce temps fut mis à profit pour que la prise de parole soit la plus étendue possible.

Durant les 3 jours de rencontres avec la ministre les GJ venus de différents barrages, la plupart retransmises sur les réseaux sociaux et autres media, il y eut souvent une impression de cacophonie due au fait que le mouvement se caractérise par la diversité de ses composantes : petits patrons, artisans, militants d'associations culturelles et sociales, mères de famille, retraités, sans emploi. Les revendications arrivées

en avalanche n'étaient peut-être pas structurées mais nul ne pourra plus les ignorer, et c'est très bien.

Ces rencontres ont été volontairement théâtralisées par une ministre mise sur scène par son patron Macron ayant reconnu sa capacité à enfumer l'auditoire. Si elle a pu jouer sa partition il est certain qu'elle n'en sera pas quitte avec les promesses lénifiantes qui « engraisent les oreilles mais pas les joues », comme le disait un GJ.

## Il faut que les revendications des travailleurs se fassent entendre

L'hostilité déclarée des GJ à l'égard des hommes politiques et des syndicalistes ne s'est pas démentie au fil des deux dernières semaines. En même temps les collectifs de GJ cherchaient à se faire entendre du préfet et de la ministre.

Cette situation qui peut sembler paradoxale a sans doute un double fondement. En premier lieu la composition sociale du mouvement initié par des petits patrons, des artisans et autres professions libérales hostiles aux élus qui favorisent les « gros » et aux syndicalistes qui obèrent les bénéficiaires avec des revendications ouvrières. En deuxième lieu, si ce rejet a pu avoir une approbation c'est que le dégoût à l'égard des élus locaux est grand et grande aussi la crainte d'être dépossédés de la parole conquise. Les GJ veulent s'exprimer eux-mêmes et entendent que toute discussion avec les pouvoirs publics se tienne publiquement. Jusqu'au dimanche 2 décembre et la visio-conférence avec la ministre à Paris c'est ce qu'ils ont réussi à imposer. Ce sera un acquis à préserver dans les luttes à venir.

Un mouvement sur la vie chère concerne au premier chef les travailleurs. Ce n'était donc pas l'avis des petits patrons et autres artisans qui tenaient les barrages. Ils n'étaient

pas seuls sur ces barrages. Or ils ont pu museler l'expression des revendications des travailleurs, des chômeurs, des retraités qui porteraient sur les salaires, les allocations et les retraites.

C'est que l'attitude des syndicats, qui ont commencé par stigmatiser un mouvement sortant des cadres habituels, n'a pu que creuser un fossé et paralyser en partie les militants.

C'est 10 jours après le début du mouvement que l'intersyndicale publiait le mardi 27 novembre, veille de l'arrivée de la ministre, un communiqué. Il appelait « *les salariés à participer massivement aux manifestations afin d'amplifier la mobilisation et d'exprimer leurs*

*revendications à commencer par l'augmentation des salaires, des minima sociaux et des retraites* ».

C'était bien tard et bien tiède et naturellement les syndicats sont passés inaperçus dans les jours suivants.

À l'heure présente la colère contre la vie chère, avec ses profondes racines, n'est pas prêt de s'éteindre. L'ensemble du monde du travail doit se liquer dans cette brèche ouverte pour imposer ses revendications fondamentales. Les barrages montrent leurs limites. Les travailleurs ont une arme bien plus puissante : la grève, organisée démocratiquement.

### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT- ANDRÉ**  
**VENDREDI 14 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON**  
**DIMANCHE 16 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT**  
**SAMEDI 29 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE**  
**SAMEDI 5 JANVIER 19 de 9H00 à 10H30**

## Des petits patrons sur les barrages

Parmi les gilets jaunes, figuraient des petits patrons qui ont pris une part active sur les barrages. La présence de nombre d'entre eux était compréhensible.

En effet, beaucoup d'artisans, de commerçants, de taxiteurs, de travailleurs indépendants et d'agriculteurs n'arrivent pas à joindre les deux bouts, asphyxiés pour certains par les banques ou les grosses entreprises donneuses d'ordre dans le cas de la sous-traitance.

Il n'est donc pas surprenant que parmi les revendications mises en avant pendant le mouvement figu-

raient les baisses de «charges» sociales, des cotisations diverses comme le RSI, etc.

Ces réclamations patronales, qui ne concernent pas les classes populaires, ont été acceptées sans mal sur les barrages par les travailleurs et les chômeurs qui ne voyaient pas de contradiction à ce qu'elles figurent auprès des leurs propres sur le pouvoir d'achat dans un mouvement qui se voulait «citoyen».

Ce mouvement met en évidence que de larges couches de la population écrasées sous le poids de l'avidité de la moyenne et de la grande

bourgeoisie peuvent converger dans la rue ou sur les barrages. Mais si les petits patrons aspirant à secouer le joug des charges peuvent s'y radicaliser, ils n'en perdent pas pour autant le sens de leurs intérêts et de leurs aspirations fondamentalement plus proches des gros capitalistes que des revendications ouvrières.

Tous ceux qui veulent sincèrement une amélioration des conditions d'existence de la population devront, avec les travailleurs, imposer l'augmentation des salaires, des retraites et des allocations

### Le camp des travailleurs

Les seuls qui ne sont pas encore entrés en scène sont les travailleurs. La force des travailleurs, celle que craignent vraiment les possédants, n'a pas été mise en œuvre à l'heure actuelle. Mais la lutte sociale continue et il faudra bien que tous ceux qui font fonctionner la société sans exploiter personne postulent à projeter un avenir où les ressources et les richesses de la société seront utilisées avec l'intelligence d'une économie prenant en compte les besoins de tous.

Les obstacles sont nombreux. Il faut de l'audace. Il faut éviter les retards à l'allumage, même s'ils sont rattrapables. La force militante des travailleurs a été freinée au début de ce mouvement. Celles et ceux qui ont enfreint la consigne syndicale et ont été présents dès le début sur les barrages y ont acquis une certaine légitimité pour se faire entendre et porter haut les revendications ouvrières : augmentation et indexation des salaires, des retraites et des allocations.

Le combat continue.

### Les travailleurs et leurs revendications

Dans les mobilisations qui ont lieu depuis le 17 novembre, on entend de tous côtés les mêmes exclamations : « *On n'y arrive plus* », « *On n'arrive pas à boucler les fins de mois* ».

Les taxes, les impôts, les bas salaires, les petites retraites, les allocations misérables, les prix qui ne cessent d'augmenter dans tous les domaines : tout y passe. L'immense majorité de la population, subit une paupérisation continue, conséquence de la crise du capitalisme.

La classe capitaliste s'enrichit à milliards sur l'exploitation des travailleurs. Engager un combat général du monde du travail pour que ces

milliards servent à l'augmentation générale des salaires, des pensions et des allocations, c'est défendre le niveau de vie de l'ensemble des travailleurs, y compris de ceux en contrats précaires, employés par de petites entreprises, de ceux qui sont en retraite ou contraints au chômage. Et, pour que ces augmentations, à la hauteur des besoins, ne disparaissent pas aussi vite qu'elles ont été acquises, salaires et pensions doivent suivre automatiquement la hausse des prix, sous le contrôle des travailleurs et de l'ensemble de la population. Cela doit être la réponse du monde du travail à la dégringolade de ses moyens d'existence.

### Les intérêts des travailleurs et ceux des couches populaires

Les capitalistes réalisent leurs profits en exploitant les travailleurs mais, parallèlement, ils prélèvent aussi leur dîme sur d'autres catégories sociales : sous-traitants, travailleurs indépendants, artisans, paysans, petits patrons sont contraints d'accepter la dictature des grands groupes et de l'État à leur service et en subissent eux aussi les conséquences.

La conquête d'un niveau de vie acceptable, par une revalorisation massive des salaires et des pensions

aidera d'autres catégories sociales, qui subissent toutes le contrecoup de l'appauvrissement des travailleurs.

La recherche du profit maximum dans le contexte de la crise du capitalisme n'ouvre aucune perspective d'amélioration de leur sort à l'ensemble des catégories populaires.

Quand, par ses luttes, la classe ouvrière desserre l'étau de la dictature des grands groupes capitalistes et des banques, c'est en fait toute la société qui respire.

## Fauchard... prêt à faucher les marrons du feu !

Lundi 3 décembre, après avoir d'ores et déjà obtenu de Girardin et du préfet le moratoire sur les charges de novembre et décembre et l'indemnisation du chômage partiel, le patron des patrons, Didier Fauchard, en demande toujours plus directement à Bercy.

Arguant d'une crise « sans précédent, unique par son intensité, sa violence, et ses conséquences

économiques » il demande « une solution exceptionnelle d'accompagnement des entreprises, qui soit à la mesure du cataclysme économique que nous traversons ».

À l'instar de la ministre parlant de tsunami, Fauchard parle de catastrophe naturelle, comme si les grands patrons avides de profits n'étaient pour rien dans la crise

## Caillé crache sa bile

François Caillé, le patron du groupe Caillé, s'en prend aux Gilets Jaunes en déclarant qu'ils « sont entrain de détruire l'économie locale ». Selon lui, à cause des blocages, « des entreprises vont mourir ».

Quel mépris et quel culot de la part de ce gros capitaliste qui entre 2009 et 2012 a fermé plusieurs de ses entreprises et licencié des centaines de salariés !

## Urgence contrôle

Le 23 novembre Jean-Bernard Caroupaye, président de la FNTR (fédération nationale des transports routiers) et grand ami de Didier Robert, est apparu en direct depuis Saint-André dans le JT de Réunion La Première, un gilet jaune sur les épaules. Après sept jours de mobilisation, que venait-il faire dans le mouvement se demande à juste titre une partie des gilets jaunes.

Ce monsieur Caroupaye est poursuivi pour fraude fiscale (2,6 millions d'impayés réclamés par le Trésor public) et a, en outre, été condamné l'an

dernier par le tribunal correctionnel de Saint-Denis à 12 000 euros d'amende pour « entrave à la libre désignation des délégués du personnel, pour faux et usage de faux, obstacle à l'exercice des fonctions d'un inspecteur du travail, pour jet ou abandon de déchets dans la mer. »

Que ce Rambo du patronat local, exploitant et méprisant les travailleurs, se hisse sur le devant du mouvement en se prétendant simple « homme du peuple » a de quoi alerter tous ceux qui sont en lutte contre la vie chère et les bas salaires.

Les patrons petits et grands sont mobilisés pour la défense de leurs profits ; le monde du travail pour la défense de ses conditions d'existence.

Si nous, travailleurs, ne voulons pas être les dindons de la farce, nous devons prendre les moyens de contrôler au plus près non seulement les négociations qui vont s'ouvrir mais aussi l'application des éventuelles décisions favorables aux classes populaires qui y seraient imposées.

## Assaut des gendarmes sur des barrages mardi 27 novembre



Lors de l'intervention des gendarmes sur le barrage de la Cocote-raie à St André il pleuvait très fort, du coup les lacrymos n'étaient pas

très efficaces. En revanche, vu le dispositif visant à encercler le barrage certains gendarmes ont gazé leurs collègues ce qui a bien fait rigoler. Cela dit, l'intervention a beaucoup énervé des manifestants. Du coup des GJ se sont donné la main et ont fait la chaîne pour protéger les gendarmes qui ont fini par retirer leur masque à gaz et à remonter dans leurs cars. Ils ne sont pas repartis les mains vides : des mahoraises avaient cuisiné de bons petits gâteaux qui leur ont été offerts.

Le barrage de la Possession a été copieusement arrosé de lacrymos et de grenades assourdissantes sous les projecteurs d'un hélicoptère dans la nuit tombée. La raison d'une telle intervention restait un mystère pour les habitants fréquentant depuis des jours ce paisible barrage. Et la colère

a grandi quand les bombes assourdissantes ont été complétées par des gaz lacrymogènes répandus dans la cour de l'Ehpad des Lataniers où résident 80 personnes âgées et le personnel.

.....

Le barrage du Port Est bloque le débarquement des conteneurs qui sont acheminés et entreposés à Maurice. Les dockers ont annoncé que si ce barrage était délogé par les gendarmes ils ne déchargeraient pas les conteneurs et que le retour de ceux-ci, stockés dans l'île sœur, prendrait du temps, sous entendu les marchandises pour la fin de l'année ne seront peut-être pas sous les sapins. Ce qui fait fleurir un slogan ironique sur le barrage : « Pour Noël offrons-nous un avenir .. »

## Girardin : la ministre experte du bonneteau

Après avoir exercé, durant sa première journée sur l'île depuis le début de la crise, ses talents autoaffirmés de « femme de terrain à l'écoute », la ministre a présenté en fin de soirée ses mesures urgentes applicables au 1er janvier 2019. On reste pantois devant le culot consistant à prétendre répondre à la colère qui s'exprime depuis le 17 novembre

par des mesures déjà utilisées ou prévues depuis des mois : baisse de la taxe d'habitation, minimum vieillesse et allocation adulte handicapé à 900 euros, pas d'augmentation de la CSG pour les petites retraites, heures supplémentaires exonérées, lunettes, soins dentaires et prothèses auditives pour toute la population, CMU 30 euros par

mois.

Quant aux mesures nouvelles pour l'enfance, sans chiffrage et sans moyens, elles relèvent au mieux d'une charitable attention, plus probablement d'un profond mépris, sentiment fortement exprimé sur les radios et réseaux sociaux.

### Le choix de classe



Les annonces de la ministre ont plus que déçu car elle consistaient en

un simple zembrocal de mesures déjà décidées par le gouvernement dans

les mois passés. Aucun rapport donc avec le mouvement en cours.

Après une nouvelle journée de théâtralisation d'échanges publics avec les GJ à St Pierre et St Benoît, mais d'échanges en misouk avec les élus et le « monde économique » qui tend la sébille, arrive l'acte 2 des annonces : tout pour les patrons, rien pour les salaires et les retraites, rien pour les travailleurs et les chômeurs.

Macron a écrit un scénario que sa ministre met en scène. Le coup de théâtre qui changerait toute cette triste production doit venir des travailleurs.

### La «bataille pour l'emploi» de Girardin n'est pas pour demain

Girardin a annoncé 1000 contrats aidés supplémentaires. 500 en CDI pour les entreprises, 500 pour les associations. Ce nombre viendrait donc se rajouter aux 11000 contrats Pec (Parcours emploi compétence) déjà prévus pour 2019, comme en 2018. Rien de fracassant donc de la part de la ministre.

Les contrats aidés figuraient sur nombre de cahiers de revendications des gilets jaunes. Cela se comprend car dans une île au fort taux de chômage, surtout chez les jeunes, ces contrats, même précaires, sont une bouffée d'oxygène.

Leur réduction par Macron au début de son mandat avait eu un impact immédiat et négatif sur l'emploi, notamment dans les écoles qui ont vite

souffert du manque d'assistants, d'encadrants mais aussi dans les associations et les petites entreprises d'«espaces verts» qui ont cessé leur activité pour certains.

Mais avant même que Girardin fasse ses annonces, certains élus et des patrons ont commencé à pousser leur cri en demandant à quel taux l'État allait y participer, considérant que sa participation actuelle est insuffisante.

C'est ce prétexte qui a prévalu jusqu'à maintenant pour ne pas consommer la totalité des quotas de contrats mis à disposition, même subventionnés jusqu'à 90 %. Alors, il y a fort à parier que collectivités et patrons ne vont pas se précipiter pour embaucher surtout s'il est question

de contrats CDI.

Car c'est là où le bât blesse le patronat : l'embauche et en CDI.

Même gratuitement, les patrons ne veulent pas embaucher. Pire, ils continuent de licencier et de précariser les emplois avec l'aide du gouvernement.

Pour avoir des emplois durables avec des salaires décents, il faudra que les travailleurs, les chômeurs, les jeunes imposent l'interdiction de licencier, la répartition du travail entre tous sans baisse de salaire en prenant sur les profits et contraignent le gouvernement à utiliser l'argent public pour créer les emplois utiles à la population au lieu d'en arroser les patrons sans aucun effet sur l'emploi.

## Panier Girardin = panier percé !

Comme en 2009, le mouvement pour le pouvoir d'achat a posé la question des prix des marchandises qui sont plus chers à La Réunion qu'en métropole, les montants des factures d'eau, d'électricité, de téléphone dont doivent s'acquitter les foyers et les professionnels.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, les problèmes de la formation des prix, des monopoles de grands groupes ont été discutés sur les barrages et mis sur la table de la ministre.

Aussitôt Girardin a sorti de son panier « l'Observatoire des prix » et le « bouclier qualité-prix » mis en place il y a 8 et 5 ans avec des effets dérisoires, voire nuls sur le pouvoir d'achat.

Mais qu'à cela ne tienne ! Il fallait bien tenter de « bouche nout yeux » comme beaucoup le disent.

Ainsi, la ministre a annoncé une baisse de 10 % sur le « bouclier » de ce caddie de 109 produits pour un coût actuel de 290 euros, soit une baisse théorique de 29 euros, théorique car quand les gens vont faire leurs courses, ils n'achètent pas tous les produits en même temps !

De plus, leur nombre est bien ridicule au regard des milliers de marchandises dans les rayons dont les prix continueront à grimper.

Girardin a aussi parlé d'un « panier péi » comme celui créé en 2012 et subventionné à hauteur de 5 millions d'euros par le Conseil départemental. L'expérience a duré moins d'un an car ce panier s'est confondu avec le panier « Lurel » du nom de l'ancien ministre de l'Outre-mer de Hollande qui a prétendu, lui aussi, se battre contre la vie chère avec le succès que l'on connaît.

Les industriels, comme le président de l'Adir Daniel Moreau, voient d'un bon œil que l'on favorise la consommation des produits locaux mais à condition que ce soit... les collectivités ou l'État qui payent !

Enfin Girardin voudrait que 50 Réunionnais « tirés au sort » participent aux travaux de l'Observatoire des prix. Mais pour constater quoi ? Que ce sont les capitalistes qui sont maîtres des prix et combien de marges ils se font ?

Le gouvernement, le préfet de concert avec les capitalistes de la distribution et de l'import-export

agitent une fois de plus un machin, à peine dépoussiéré, pour tenter de nous enfumer.

Les capitalistes continueront bien évidemment à augmenter leurs prix.

Pour y faire face, les travailleurs doivent exiger l'échelle mobile des salaires : quand les prix augmentent, les salaires, les pensions, les allocations doivent suivre automatiquement.



### Octroi de mer, TVA, l'impôt saigne les malheureux

Une revendication avancée par les Gilets Jaunes de la Réunion concerne la suppression de l'octroi de mer.

L'octroi de mer est une taxe qui a été instaurée en 1670 pour soi-disant protéger la production locale de la concurrence des produits venant de l'extérieur.

En fait son effet dissuasif contre la concurrence extérieure n'a jamais fait ses preuves, la production de l'île ne couvrant qu'une infime part des besoins de la population réunionnaise. Pour 6 € de production locale, il y a en effet 94 € de produits venant de l'extérieur.

Le taux de l'octroi de mer varie aujourd'hui de 0 à 25 % en fonction

du type de produit. L'huile alimentaire est ainsi taxée à 2,5 % alors que les voitures de plus de 2500 cm<sup>3</sup> le sont à 25 %.

Mais en 1992, une disposition venant de l'Europe au titre de la « non discrimination entre produits importés et produits locaux » a institué un deuxième octroi de mer local en sus du premier sur les marchandises produites à La Réunion.

Les deux octrois de mer auxquels s'ajoutent la TVA et les marges des entreprises ont donc fait exploser le coût de la vie à La Réunion, Girardin n'hésitant pas à citer le chiffre de 40 % de renchérissement des prix des produits alimentaires et de la construction par rapport à la métro-

pole !

Problème pour le gouvernement, le produit de l'octroi de mer qui s'élève à 420 millions d'euros sert, pour une grande partie, à financer le fonctionnement des communes dans une proportion qui peut atteindre 50 % quand il s'agit des plus petites d'entre elles.

Le racket de la population laborieuse ne risque donc pas de disparaître de sitôt, en tout cas pas tant que travailleurs, chômeurs et retraités n'imposeront pas au patronat les augmentations de salaires, de retraites et de minima sociaux qui seules leur permettront de se protéger de la vie chère.

## Troisième acte, trois fois rien !



Girardin prétendait qu'on allait voir ce qu'on allait voir sur le pouvoir d'achat lors de sa dernière rafale d'annonces vendredi 30 novembre au soir. Et bien on a vu : toujours rien sur les salaires, les retraites et les allocations.

Oh les trois discours, le sien et ceux des présidents du département et de la région, poussés au pupitre pour faire leur réapparition après 14 jours de crise, ont bien porté sur la vie chère.

Melchior signale que le département ne peut pas assurer seul l'aide aux 120 000 familles en difficulté, l'État doit mettre la main à la poche et recentraliser le RSA. Signifiant

qu'il avait prévenu sur le risque d'une crise comme celle qui a éclaté ces derniers jours, il rappelle qu'en 2012 l'urgence sociale avait fait l'objet d'un livre blanc, sans aucun résultat.

Robert, bat modérément sa culpabilité à propos de sa responsabilité dans la survenue de la crise actuelle. Ne voulant pas rester le seul maudit de l'affaire il veut créer un Conseil consultatif citoyen, tiré au sort, pour préparer des référendums d'initiative populaire.

En attendant, il a trouvé l'arme de destruction massive contre les prix trop élevés : supprimer les coûts de transport des marchandises, en as-

surant la continuité territoriale comme si La Réunion était collée à la France. Ce serait 350 millions d'euros annuels financés par la région, l'État et l'Europe.

La ministre, elle, veut ripoliner l'Observatoire des prix et oh revoilà les citoyens tirés au sort, 50 précise-t-elle, qui y seront associés. Elle prétend qu'aucun produit ne devra échapper à la surveillance, aucun produit ne doit « passer sous le radar ».

Ce qui passe sous le radar ce sont les profits des grosses entreprises, particulièrement celles de la distribution. Le tour de passe passe consiste à faire semblant de s'en prendre à la vie chère sans écorner les profits capitalistes. Le contribuable paiera ! Il faut juste répartir l'addition sur davantage de monde pour que ça semble moins douloureux.

Être au service du grand patronat impose à ses zélés valets quelques élucubrations et gesticulations. Mais l'enfumage n'a jamais fait disparaître les besoins des travailleurs et de la population pauvre.

### De mépris en mépris

Après avoir rencontré une délégation de Gilets jaunes à la sous-préfecture de Saint Benoît et après les avoir tournés en bourrique, la ministre de l'Outremer a continué sa route en contournant le barrage de Saint André où l'attendaient depuis des heures plusieurs centaines de manifestants, cahiers de revendications à la main.

Pourtant, plus tôt dans la journée, des gendarmes étaient passés sur le barrage pour prévenir les responsables des Gilets jaunes que Girardin allait les rencontrer.

Les manifestants sont rentrés chez eux en colère pour avoir été ignorés.

Saint-Denis, Saint-Pierre, Saint-Benoît, la ministre a considéré que c'était suffisant de Gilets jaunes. Il fallait bien passer aux choses sérieuses avec les patrons !

### La transparence a ses limites

C'est en tout cas ce que doivent penser les élus et les « acteurs économiques » qui ont préféré rencontrer la ministre hors des caméras.

Auparavant on a pu voir les maires de l'Est blottis dans un coin des jardins de la sous-préfecture de St Benoît, en attente de leur rendez-vous avec la ministre. Pourquoi les a-t-on laissés là, sous les huées des GJ massés derrière les grilles ? Cela ressemblait à une mise au coin avec bonnet d'âne. Après ils ont eu leur échange discret avec la ministre qui a pu distiller le lendemain devant des représentants des GJ de la Cocote-raie de St André, un mystérieux message codé : *« J'espère qu'ils ont des réponses pour vous, ainsi que des engagements. Certains vont accepter de répondre à vos demandes, écoutez-les »*

Les « forces économiques » ont été, elles, courtoisement reçues hors champ des caméras. Leurs représentants avaient pour nom Bernard Picardo, président de la Chambre des métiers et d'artisanat, Ibrahim Patel, président de la Chambre de commerce et d'industrie, Bernard Sierriex, président de la FRBTP, Cyrille Rickmounie, président de la CAPEB, Dominique Vienne président de la CPME, Daniel Moreau, président de l'ADIR, Bernard Gonthier président de la Chambre d'Agriculture, Patrick Serveaux président de l'UMIH...

En sortant tranquillement l'un d'eux a pu souligner *« l'émotion de la ministre devant la situation des patrons »* mais se demande *« si elle a les moyens de répondre à (leurs) attentes »*.

## Le mépris et la matraque du gouvernement

Bousculé par la colère des gilets jaunes qu'il dit « *entendre et comprendre* », Macron a pris la parole mardi 27 novembre pour... les barattiner sur une « *transition écologique plus juste socialement* ». Rien sur les questions qui préoccupent les travailleurs ou les retraités qui n'arrivent pas à boucler leurs fins de mois. A ceux qui ne peuvent plus faire le plein pour aller au travail, Macron annonce une prime à la conversion pour acheter une voiture neuve à 15 000 ou 20 000 €, inaccessible pour nombre de salariés. Quand les salaires ou les pensions de misère obligent les gens à accepter des logements vétustes et mal isolés, Macron propose des primes pour changer les fenêtres. C'est un cadeau aux professionnels du bâtiment, hors de portée pour la majorité.

Espérant noyer la révolte dans d'interminables discussions, il propose, grosse ficelle, trois mois de concertation avec des élus locaux, des responsables associatifs ou syn-

dicaux et même des représentants des gilets jaunes.

Même ligne politique chez le premier ministre qui a affirmé que « *Ce n'est pas quand ça souffle qu'il faut changer de cap* ». Quant à Castaner, ministre de l'intérieur, très prompt à sortir la matraque, il se répand sur la prétendue dérive du mouvement des gilets jaunes et sa radicalisation.

Dérive, la colère de ceux qui voient leur pouvoir d'achat dégringoler ? Radicalisation, la détermination grandissante de centaines de milliers de travailleurs, autoentrepreneurs, chômeurs, retraités, qui ne parviennent plus à joindre les deux bouts ? Qui voient les écoles, les bureaux de poste, les petites gares fermer tour à tour, et à qui on impose de prendre une voiture pour se déplacer de plus en plus loin ?

Les revendications multiples des gilets jaunes n'ont en fait qu'un seul sens, celui de refus de voir ses conditions de vie se dégrader.



### Annonces du vendredi 30 novembre 19h30 Préfecture de St Denis : une heure de consigne pour les élus

À côté de ce qu'on peut en dire sur le fond, il y avait lors de cette séance voulue solennelle, concluant un passage de 3 jours dans la crise sociale, un message subliminal de l'adjudant Girardin.

Son discours fut précédé par la prise de parole des présidents de l'assemblée départementale et du président de la région ce qui a créé une petite surprise. Mettre ainsi en première ligne ces élus fortement contestés par les GJ semble être un fusil à deux coups : dire aux GJ, débrouillez-vous avec eux, et aux élus, mouillez votre chemise !

### Nous vous avons compris !

Sortis de leur trou comme des tangles, Didier Robert, Joseph Sini-malé et Cyrille Melchior ont fait leur mea-culpa et ont déclaré, main sur le cœur, qu'il y aura de la transparence, du dialogue, de la proximité, en veux-tu, en voilà . Robert a invité tous les élus à ne garder qu'un seul mandat. Il

a démissionné de la présidence des musées et abandonné les 6 800 euros mensuels qu'il venait de s'accorder généreusement.

Et alors ? Croit-il avec cela être quitte alors que sa politique n'est que cadeaux au grand patronat ?



## Écologie : le gouvernement ment vertement

« *Bien sûr qu'on ne reviendra pas sur la hausse des taxes. Parce que le diesel, c'est très mauvais pour la santé, ça fait des milliers de morts et c'est très mauvais pour notre économie.* » C'est ce que déclarait Darmanin, ministre des Comptes publics, le 15 novembre sur BFMTV.

« *C'est un scandale sanitaire similaire à l'amiante* », ajoutait Darmanin en toute hypocrisie, car ce gouvernement, comme ceux qui l'ont précédé, n'a fait que dérouler le tapis rouge pour les industriels de l'amiante, puis de la motorisation diesel, en fermant les yeux sur les études qui, depuis des années, en dénonçaient les dangers mortels.

N'est-ce pas Macron lui-même qui, en 2016, alors ministre de l'Éco-

nomie de Hollande, déclarait : « *L'avenir du diesel passe par l'innovation* », affirmant que le gazoil « *reste au cœur de la politique industrielle française* », ce qui ne pouvait qu'aller droit au cœur des constructeurs automobiles, en particulier de la famille Peugeot ?

L'argument écologique dans la bouche de ceux qui augmentent la taxation des carburants est un pur mensonge. Ils taxent les plus pauvres, les salariés, les chômeurs, les retraités, mais les vrais pollueurs, les patrons du transport routier, les compagnies aériennes, les géants du transport maritime, ne bénéficient-ils pas de dégrèvements et du remboursement de la TVA ?

Ces mêmes gouvernements sont

les accompagnateurs, voire les artisans de toutes les hausses qui frappent la population, depuis le logement jusqu'au timbre-poste, en passant par le gaz et les transports publics. Ils sont à la source de la perte de pouvoir d'achat de tous : qui bloque les salaires des agents de la fonction publique et les pensions ? Qui bloque le smic ? Qui réduit à néant l'épargne du livret A ?

Non seulement ces menteurs gouvernementaux sont totalement indifférents aux catastrophes engendrées tôt ou tard par le réchauffement climatique, mais ils nuisent gravement à cette cause qu'ils prétendent défendre. Et de cela aussi, il faudra leur demander des comptes !

## Aux capitalistes pollueurs de payer

L'acharnement de Macron et Philippe à faire payer ceux qui n'arrivent pas à boucler leur budget contraste avec les facilités inouïes dont bénéficient les trusts tirant profit de la pollution. Total n'a ainsi pendant des années payé aucun impôt, et aujourd'hui encore ceux-ci sont dérisoires par rapport à ses cinq milliards et demi de profits. Ce trust

vient de bénéficier, contre tous les avis des spécialistes et de la population locale, un permis de forage au large de la Guyane. Seul l'appui du gouvernement lui a permis de passer outre la loi les interdisant. Le fuel lourd pour les navires de croisière géants ou les porte-conteneurs, dont un seul pollue autant qu'un million de voitures, est détaxé.

C'est autant de profits en plus pour les grosses sociétés qui affrètent et utilisent de tels monstres.

Ce sont les actionnaires de ces pollueurs-là qui devraient payer, et non les petites gens qui ont été poussés par les gouvernements à s'équiper de véhicules diesel ou de cuves à fuel.

## Étrangers malades : une politique indigne contre les plus pauvres

Entre 2016 et 2017, le nombre d'étrangers autorisés à séjourner en France pour se soigner a diminué de 39 %, passant de 6 850 à 4 187, niveau le plus bas depuis dix ans.

Près de 48 % des demandes ont été refusées en 2017, contre 23 % en 2013. Conséquence d'une réforme décidée en 2016, sous le quinquennat de Hollande, et appliquée par le gouvernement actuel, les médecins qui donnent leur avis afin d'accorder les titres de séjour ont été rattachés au ministère de l'Intérieur, alors qu'ils dépendaient auparavant de celui de la

Santé. Les étrangers malades doivent se soumettre à des contrôles d'identité supplémentaires et à des examens médicaux renforcés.

L'association de lutte contre le sida Aides avait dénoncé, au mois de juin, le refus de titres de séjour et la menace d'expulsion de 24 étrangers séropositifs vers le Cameroun, la Guinée ou l'Angola, où ils ne pouvaient pas avoir accès aux traitements nécessaires.

Reprenant à son compte l'un des thèmes de campagne de l'extrême droite, le gouvernement remet en

cause l'aide médicale aux étrangers.

Un pays riche comme la France aurait tout à fait les moyens de soigner les quelques milliers de personnes, en général gravement malades, qui en font la demande. Mais ce sont les plus pauvres qui sont victimes de cette politique scandaleuse. Car les riches émirs, ou les chefs d'État étrangers, continuent, eux, à être régulièrement accueillis dans les meilleurs hôpitaux et cliniques du pays.

## Bactéries et antibiotiques : les mains sales de l'industrie pharmaceutique

Près de 700 000 infections insensibles aux antibiotiques en un an, plus de 33 000 morts... Des chiffres dignes d'un tiers monde de misère ? Non, ils concernent l'Europe. Publiés par la revue médicale internationale *The Lancet*, ils soulignent une situation qui va s'aggravant et sur laquelle les épidémiologistes attirent l'attention depuis des décennies.

Il y a ainsi le retour massif de la tuberculose en Europe de l'Est ou la multiplication des cas d'infections nosocomiales (induites par des soins), qui atteignent en France un malade hospitalisé sur quinze et jusqu'à un sur quatre placés en réanimation.

On connaît la cause médicale de cette catastrophe sanitaire : c'est l'antibiorésistance. Un antibiotique vise à empêcher que prolifèrent les

bactéries facteurs d'infection, mais les bactéries développent aussi un mécanisme de défense contre l'action des antibiotiques existants. Pour y faire échec, il faudrait mener une course permanente afin de créer de nouveaux antibiotiques.

Outre les conditions d'hygiène des hôpitaux qui reculent dès qu'ils manquent de moyens, les causes essentielles de la victoire des bactéries sont la surexposition aux antibiotiques existants et le retard mis à en créer de nouveaux. Cela met en cause la stratégie même de l'industrie pharmaceutique. En effet, la vente d'antibiotiques anciens, peu coûteux à produire, est une manne dont les industriels n'ont nulle envie de se priver.

L'industrie pharmaceutique ne cherche plus – et donc ne trouve plus

depuis vingt ans – de nouvelles classes d'antibiotiques car elle estime que le retour sur investissement n'en vaut plus la chandelle boursière. De 2000 à 2011, on est tombé de 90 % à 30 % des grandes sociétés du secteur ayant des équipes de chercheurs en ce domaine, et le nombre de brevets qu'elles ont déposés a été divisé par deux. En fait, elles orientent leurs équipes de recherche pour l'essentiel vers la création de copies de médicaments déjà connus, ce qui leur permet de faire payer cher de fausses innovations.

Ce qui ressort de ce désastre annoncé crève pourtant les yeux : laisser aux capitalistes du médicament le choix des investissements pour lutter contre la résistance des bactéries aux traitements, c'est renoncer à un combat vital pour l'humanité.

## DANS LE MONDE

### ÉTATS-UNIS

#### Les migrants face à la dernière frontière

Après plus d'un mois de voyage à travers le Guatemala et le Mexique, la caravane des migrants d'Amérique centrale s'est heurtée à la frontière américaine.

De façon démonstrative, pour plaire à son électorat raciste, Trump a déployé des soldats sur la frontière en vociférant qu'ils seraient en droit de tirer s'ils recevaient des pierres. Il a décrété que les demandes de droit d'asile ne seraient pas examinées pour ceux qui entreraient aux États-Unis illégalement. Cela revient à supprimer toute possibilité pour ces migrants de le demander, comme l'a fait remarquer un juge fédéral, qui a invalidé ce décret présidentiel.

À plusieurs reprises Trump a insulté ces migrants, les traitant de criminels voulant amener le chaos aux États-Unis. C'est pourtant pour fuir les criminels, et la terreur

qu'imposent les bandes armées des gangs et des dictatures du Honduras et du Nicaragua notamment, que ces milliers de femmes, d'enfants et d'hommes ont entrepris ce long et périlleux voyage. C'est pour se protéger des milices de narcotrafiquants mexicains qu'ils se sont groupés à plusieurs milliers en caravanes.

Les migrants font face aux murs et barbelés qui matérialisent la frontière, jusque dans l'océan Pacifique, où ils pourraient être tentés de nager vers le nord. Les autorités américaines ont déclaré que les demandes d'immigration ou d'asile ne seraient examinées qu'après celles de 3 000 autres dossiers, qui sont déjà examinés avec une lenteur voulue. Elles comptent sur la lassitude et l'épuisement des ressources des migrants pour les

décourager.

Une organisation d'avocats américains, souhaitant venir en aide à ces migrants et recueillant leurs témoignages dans les camps qui s'édifient à la frontière, évalue à 70 % le nombre de ceux qui pourraient prétendre à l'asile aux États-Unis car le récit de leurs persécutions est « crédible ». Mais voilà, la plupart des migrants n'ont pas de documents qui prouvent leur bonne foi. Comme le déclarait une Hondurienne dont le mari a été abattu devant elle, et qui a ensuite reçu des menaces de mort pour qu'elle ne témoigne pas contre le meurtrier : « *Quand on est pauvre, la police ne fait pas d'enquête et les crimes restent impunis.* »

## 5 700 ouvriers en grève

Le 19 novembre, les 5 700 travailleurs de la compagnie sucrière Haft Tapeh, au sud-est de l'Iran, dans la province de Suse, entamaient leur quinzième jour de grève. Cette entreprise produit du sucre, mais aussi de l'alcool industriel, du blé, du sarrasin, de la mélasse et du papier kraft.

Le gouvernement et les médias officiels iraniens font le silence sur ce mouvement, craignant que le mécontentement n'explode ailleurs. D'autant qu'un des dirigeants de cette grève, Ismail Bakhshi, a appelé à la solidarité de tous les travailleurs d'Iran, à commencer par ceux de l'usine métallurgique de Feulad dans la même région, qui compte 10 000 salariés. Le 18 novembre, ce diri-

geant a été arrêté ainsi que quinze autres grévistes, mais la grève continue.

La grève porte sur les salaires que la compagnie n'a pas versés depuis quatre mois. De plus, les travailleurs réclament que cette entreprise, privatisée en février 2016, soit à nouveau nationalisée, mais sous le contrôle des travailleurs.

Il aura fallu quinze jours de grève pour qu'un journal iranien publie des témoignages sur les conditions de vie et de travail de ces ouvriers. Un des travailleurs, depuis vingt-deux ans dans cette entreprise, y explique que depuis la privatisation il reçoit son salaire avec beaucoup de difficulté et qu'il n'a rien touché depuis quatre

mois. Un autre donne le montant de son salaire : 260 euros par mois. Un autre encore raconte l'absence de tout équipement de sécurité, alors que les conditions de travail sont très pénibles, notamment dans les champs de canne.

Les travailleurs de Haft Tapeh exigent la libération de Ismail Bakhshi et celle de leurs camarades emprisonnés, et ils sont soutenus par la population de Suse, qui a manifesté avec eux aux cris de : « *Ils ont arrêté Ismail. Mais nous sommes tous des Bakhshi* », « *À bas l'opresseur, vive l'ouvrier !* »



 Suivez le blog de  
Nathalie Arthaud :  
<http://www.nathalie-arthaud.info>

### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**  
**Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière* - Île de La Réunion pour une période de.....mois**

**NOM:**

.....

**Prénom :**

.....

**Adresse:**

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme de .....euros**

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT- BENOÎT

e-mail : [contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)

Impression spéciale

*Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication

: Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282

